

Questions orales

donné il y a un an par une autre agence. Cette décote a été faite, il faut le dire, un an avant notre budget, alors c'est impossible de faire le lien entre le Budget et ce qui vient d'arriver.

De plus, cela n'affecte que 2 p. 100 de notre dette, c'est-à-dire en ce qui concerne les devises étrangères. Quant au budget, c'est très clair. Nous avons comme objectif de réduire le déficit à 3 p. 100 du produit national brut en 3 ans. On va y arriver et ensuite, éventuellement, on va l'éliminer. C'est notre but, et on l'atteindra.

M. Yvan Loubier (Saint-Hyacinthe—Bagot): Monsieur le Président, la Dominion Bond Rating Service donne explicitement le Budget comme raison pour expliquer la décote.

Alors, le ministre des Finances ne reconnaît-il pas qu'en ayant pris à la légère notre proposition, la proposition du Bloc québécois, de revoir l'ensemble des dépenses fédérales pour en couper le gras, qu'il a manqué son coup et que son irresponsabilité risque de coûter des centaines de millions de dollars aux Québécois et aux Canadiens, tout en favorisant des pertes d'emplois et une flambée des taux d'intérêt?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)): Monsieur le Président, je n'ai rien entendu du Bloc québécois en ce qui a trait aux coupures. J'ai entendu: «Touche pas à la base militaire, touche pas à l'assurance-chômage, fais pas de réforme, fais pas de restructuration. Fais absolument rien!» Voilà la position du Bloc. Alors, qu'ils ne viennent pas nous faire la leçon!

[Traduction]

M. Preston Manning (Calgary—Sud-Ouest): Monsieur le Président, la semaine dernière, nous avons demandé au premier ministre s'il réagirait à la baisse du dollar et à la hausse des taux d'intérêt en s'engageant plus fermement à réduire le déficit.

Le premier ministre a refusé de le faire. Hier, comme on l'a déjà dit, le Dominion Bond Rating Service a abaissé la cote de crédit du gouvernement fédéral pour ses emprunts en devises étrangères.

Le service a expliqué que la politique du gouvernement n'était pas assez radicale pour résoudre le problème de la dette et que, si le gouvernement voulait avoir une meilleure cote, il devait réduire ses dépenses de façon significative dans son budget de 1995.

Le premier ministre est-il maintenant disposé à ordonner au ministre des Finances de déposer un programme plus rigoureux de réduction du déficit avant que la cote de crédit du gouvernement ne soit de nouveau abaissée?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)): Monsieur le Président, ce que le service a dit, c'est que nous avons une lourde dette à l'étranger, aux niveaux fédéral et provincial, c'est-à-dire pour l'ensemble du Canada. C'est vrai.

Telle est la situation. Comme pays, aux niveaux fédéral et provincial, nous avons une lourde dette, et il faudra qu'il y ait collaboration avec les provinces, ce qui est déjà amorcé, et c'est vrai.

• (1425)

Ce que le Dominion Bond Rating Service a dit, c'est que notre productivité est à la hausse, que le taux d'inflation est à la baisse et que notre économie peut manifester une grande vigueur. Il dit aussi qu'il abaisse notre cote sur seulement 2 p. 100 de notre dette à l'étranger et qu'il maintient notre cote triple A sur notre dette en devises canadiennes.

M. Preston Manning (Calgary—Sud-Ouest): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser.

Le ministre des Finances ne veut certainement pas dire que cette décote a été décidée à la légère, par simple caprice. Les gens d'en face savent certainement que les yeux des investisseurs et des emprunteurs sont rivés sur les premières banquettes ministérielles, dans l'attente de signes montrant que le gouvernement se préoccupe de la situation financière.

Le ministre ne craint-il pas que cette décote ne soit l'amorce d'une tendance? Quelles mesures prend-il pour empêcher que la cote ne baisse pour tout le reste de la dette du Canada?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)): Monsieur le Président, je dirai tout d'abord que notre budget a été bien accueilli par la majorité des agences de cotation.

Deuxièmement, nous avons montré clairement, à la première étape de notre budget, que nous ramènerions en trois ans le déficit à 3 p. 100 du PIB. Ce sera la première fois depuis 15 ou 20 ans que cet objectif sera atteint.

Nous avons également dit, à cette première étape d'un budget en deux temps, qu'il ne suffisait pas de rogner par-ci par-là. Il faut une réforme fondamentale de l'assurance-chômage, de la défense, du mode de fonctionnement du gouvernement. C'est ce que le gouvernement va faire.

M. Preston Manning (Calgary—Sud-Ouest): Monsieur le Président, ce qui compte, ce n'est pas la réaction des députés de ce côté-ci ou de l'autre. C'est la réaction des marchés financiers, et elle est négative.

Comme on a de plus en plus de mal à croire que le gouvernement fédéral est vraiment disposé à s'attaquer au problème du déficit, on commence à craindre qu'il ne cherche, par l'inflation, à se dégager d'une partie de sa dette, ce qui entraîne une hausse des taux d'intérêt. Aujourd'hui, le taux directeur est passé de 4,25 à 5 p. 100.

Le ministre donnera-t-il à la Chambre l'assurance que le gouvernement préférera comprimer davantage ses dépenses plutôt que de laisser l'inflation dépasser le niveau actuel?